

Trois partis pris articulant les différentes échelles

Dans le cadre des travaux du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Équilibre des Territoires (SRADDET), la Région Hauts-de-France a développé une vision régionale structurée autour de 3 partis pris d'aménagement à trois échelles différentes :

1. une ouverture maîtrisée, une région mieux connectée
2. une multipolarité confortée en faveur d'un développement équilibré du territoire régional
3. un quotidien réinventé, s'appuyant sur de nouvelles proximités et sur une qualité de vie accrue

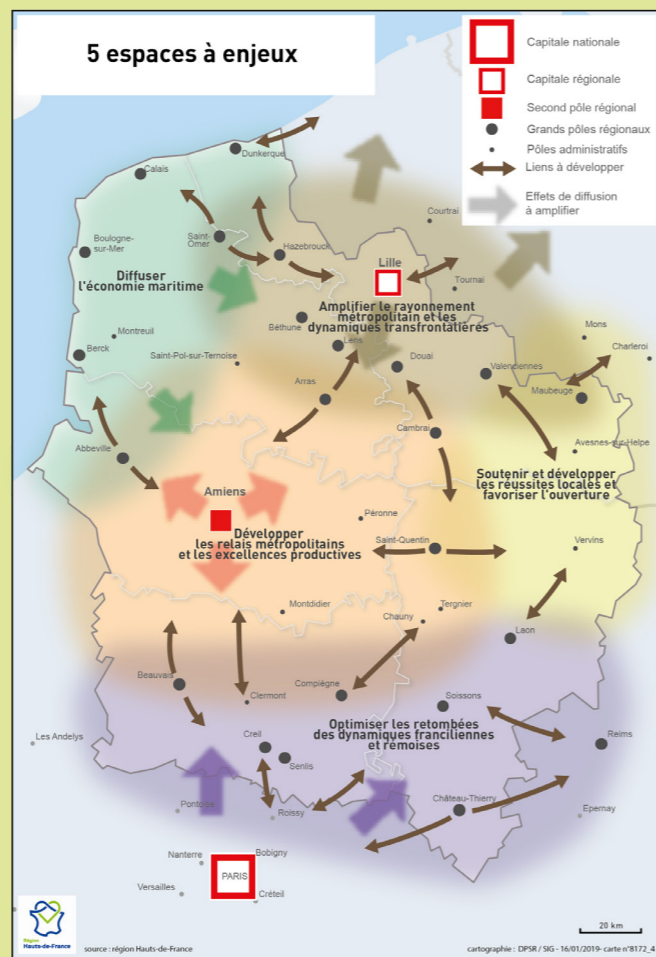
Six grands principes d'aménagement au cœur du modèle de développement

Au-delà des trois partis pris, la vision régionale s'appuie sur des ambitions transversales en faveur d'une région en transition(s), une question majeure pour une région comme les Hauts-de-France qui connaît des mutations profondes dans plusieurs domaines depuis plusieurs décennies. Mettre les transitions au cœur du modèle de développement nécessite aussi une traduction concrète dans la stratégie d'aménagement. Ainsi, 6 grands principes d'aménagement viennent ré-articuler les domaines qui doivent être réglementairement couverts par le SRADDET :

- Le renforcement des logiques de coopération entre territoires,
- L'organisation des systèmes de transports plus performants et plus durables,
- L'intégration des nouvelles opportunités de développement liées aux innovations et expérimentations numériques,
- La sobriété énergétique,
- La limitation de la consommation foncière
- La préservation des atouts naturels, culturels et patrimoniaux de la région.

En fédérant cinq espaces à enjeux

- Diffuser l'économie maritime
- Accroître le rayonnement métropolitain
- Optimiser les retombées des dynamiques franciliennes
- Activer de nouveaux leviers de développement locaux
- Développer les relais métropolitains



Pour en savoir plus :

- CGET : Le défi de l'emploi comme révélateur des dynamiques macro-régionales - <https://urlz.fr/8UT5>
- INSEE : Les enjeux de développement économique et social de la région Hauts-de-France - <https://urlz.fr/8UTd>
- Région Hauts-de-France : La vision régionale et les objectifs de développement portés par le SRADDET - <https://urlz.fr/8UTm>



L'ESSENTIEL DES RENCONTRES TERRITORIALES

6<sup>ème</sup> rencontre - septembre 2018

Atouts et défis de la région Hauts-de-France

La région Hauts-de-France est une région qui compte en France : en 2015, elle représente 9,4 % de la population française, 8,2 % des emplois et 7,3 % du PIB national. Située au cœur de l'Europe, la région ne manque pas d'atouts pour jouer un rôle économique majeur : une population jeune et féconde, un savoir-faire industriel, un secteur tertiaire en plein développement, des pôles de compétitivité, des filières d'excellences et un réseau dense d'infrastructures de transport.

Cependant, appartenant aux régions françaises formant un grand arc nord-est, marquées par d'importantes fragilités économiques et sociales, les Hauts-de-France souffrent d'un manque d'attractivité et d'un plus faible effet d'entraînement de sa métropole, comparativement à ce qui est observé dans les régions plus dynamiques de la façade atlantique. Aussi, avec un PIB par habitant qui demeure le plus faible de France métropolitaine, les Hauts-de-France devront faire face à de nombreux défis pour améliorer ses performances économiques en termes d'emplois et de composition sectorielle de son économie, de chômage pour répondre au déficit de formation et de qualification de ses jeunes ou encore pour accompagner les trajectoires sociales de ses habitants en matière sanitaire et sociale...

Quelle sera la place de la région Hauts-de-France sur la scène internationale, en particulier au sein du Nord-Ouest européen dans les années à venir ? Comment les territoires auront-ils développé leurs atouts et quel sera le quotidien de leurs habitants ? Ce sont à ces questions que les principaux acteurs publics régionaux tels que le Conseil Régional dans le cadre de son Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), le SGAR ou l'Insee ainsi que le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) ont apporté des éléments de réponse lors de cette 6<sup>ème</sup> rencontre.

Retrouver l'actualité de PIVER : [www.piver-hauts-de-france.org](http://www.piver-hauts-de-france.org)

contact@piver-hauts-de-france.org

@piver\_hdf - <https://urlz.fr/8UWz>



PROGRAMME

- Le défi de l'emploi comme révélateur des dynamiques macro-régionales, Cécile Altaber, CGET
- Les enjeux de développement économique et social de la région Hauts-de-France, Sébastien Terra, INSEE
- La vision régionale et les objectifs de développement portés par le SRADDET, Sébastien Alavoine, Région Hauts-de-France





# RENCONTRES TERRITORIALES

## Atouts et défis de la région Hauts-de-France

### UNE ORGANISATION TERRITORIALE POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'ATTRACTIVITÉ

La région Hauts-de-France occupe une place stratégique en France et en Europe. Elle est une des régions les plus peuplées, avec un peu plus de 6 millions d'habitants en 2016. Son économie peut s'appuyer sur un tissu fort de 430 000 établissements, 2 180 000 emplois tous secteurs confondus. En 2015, la région est à l'origine de 157 milliards d'€ de création de richesses, soit 7,3 % du Produit Intérieur Brut. Acteur majeur du commerce international, le territoire se situe au 3e rang pour le volume des importations et des exportations.

Grâce à sa position géographique privilégiée, située au cœur du triangle Paris, Londres, Bruxelles et à la présence d'un réseau de transport développé et diversifié (autoroutes, TGV, Eurostar, canaux et voies navigables, aéroports, grands ports maritimes, tunnel sous la manche...), la région dispose d'atouts essentiels pour accroître ses capacités à attirer de nouvelles ressources, qu'elles soient productives ou résidentielles.

Or, la contribution des Hauts-de-France à la richesse nationale n'est pas à la hauteur de son poids démographique (7,3 % contre 9,4 %), traduisant un dynamisme économique en deçà de son potentiel. Dans le même temps, par défaut d'attractivité résidentielle, le poids démographique de la région au niveau national ne cesse de décroître depuis plusieurs décennies, pénalisant le potentiel de développement de la région.

Pour consolider sa place sur la scène internationale et répondre aux enjeux majeurs du développement de son tissu économique et de l'emploi, les Hauts-de-France visent l'ouverture de son territoire. La région souhaite ainsi mieux tirer parti de sa proximité géographique avec la Grande-Bretagne en particulier dans un contexte de Brexit, le Benelux, l'Île-de-France, la Normandie et l'est de la France. Cela passe par une amélioration des conditions d'accessibilité (organisation des systèmes de transport, système logistique performant et intégration des transformations numériques), et une valorisation des atouts de la région tels que l'offre en matière d'enseignement supérieur, les « savoir-faire » commerciaux, industriels et agricoles, les sites touristiques d'exception. Toutefois, des objectifs de régulation sont nécessaires, notamment dans la nature des relations à développer suivant les espaces, qu'ils soient maritimes, interrégionaux ou transfrontaliers et dans la préservation des atouts naturels.

### VERS UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE, UN QUOTIDIEN RÉINVENTÉ

Suivant un mouvement général de métropolisation, la zone d'emploi de Lille et les territoires du sud de l'Oise, sous l'influence de Paris, consolident leur rôle moteur en termes de développement économique et d'attractivité, en captant l'essentiel des fonctions et des activités supérieures de la région. Cependant, la métropole Lilloise, en mutation économique, semble se développer en relatif isolat, contrairement à d'autres métropoles telles que Nantes, Bordeaux, Lyon ou Marseille... qui partagent leur dynamisme d'emploi avec leurs zones voisines. Par ailleurs, en Hauts-de-France, une grande partie du territoire, moins urbanisée, reste en dehors du rayonnement lillois ou parisien et s'organise autour de villes de taille moyenne ou petite souvent en dépréciation.

Ainsi, les conditions de vie et d'emploi sont très diverses au sein de la région. Certains territoires sont particulièrement fragilisés par les difficultés économiques et sociales multiples, et ce encore plus fortement depuis la crise de 2008. C'est le cas entre autres de la Sambre-Avesnois, la Thiérache, une partie de l'ancien bassin minier, le Calaisais, sans oublier, les 199 quartiers prioritaires de la politique de la ville où vit près d'un habitant sur dix de la région.

Pour permettre un développement mieux équilibré du territoire régional en lien avec ses objectifs d'ouverture, la Région fait le choix de favoriser les complémentarités et les mises en réseau en s'appuyant sur l'armature régionale existante à la fois en renforçant les rôles de la métropole de Lille et Amiens, second pôle régional, les villes moyennes d'envergure régionale et les territoires ruraux et périurbains organisés autour des centres-bourg. Une attention particulière sera portée aux territoires les plus en difficultés, comme le Bassin Minier ou les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Au-delà des enjeux économiques, l'objectif sera d'assurer à tous les habitants un accès à l'essentiel des services de la vie courante par un rééquilibrage notamment du maillage en commerces, services de santé, liés à l'emploi ou à la connaissance, et de répondre à leur demande de réduction des coûts du quotidien (logement, déplacements, rééquilibrage numérique...).

### UNE POPULATION JEUNE, FORTEMENT TOUCHÉE PAR LES DIFFÉRENTES FORMES DE FRAGILITÉS SOCIALES

La région Hauts-de-France est la plus jeune des régions de province avec une fécondité élevée. Pourtant, au cours de la période récente, la croissance de la population a été deux fois moins rapide qu'en moyenne française, freinée par un déficit migratoire qui traduit un défaut d'attractivité résidentielle de la région. En particulier, les départs des jeunes actifs diplômés contribuent à ce déficit migratoire observé alors que la région détient pourtant la 3e place des régions de province pour l'accueil des étudiants.

Si les tendances se poursuivaient, à l'horizon 2050, les Hauts-de-France devraient passer de la 3e à la 5e région la plus peuplée de France en raison d'une augmentation de la population près de 3 fois inférieure à celle attendue en moyenne au niveau national. Suivant un mouvement général, la population de la région sera confrontée à un vieillissement marqué d'ici 2050, avec une augmentation de 70 % des plus de 65 ans. Cependant, les Hauts-de-France préserveraient son statut de région la plus jeune de province à cet horizon. À l'échelle des départements, l'Oise, conserverait une dynamique démographique plus favorable, une partie de son territoire profitant toujours de sa proximité avec l'Île-de-France.

La population des Hauts-de-France est confrontée à une situation sociale difficile, que ce soit en termes de pauvreté ou d'inclusion sociale. En 2014, un million de personnes, soit 18,6 % des habitants contre un peu plus de 14 % en moyenne française vit sous le seuil de pauvreté (1 000 € par mois pour une personne seule), conséquence notamment des difficultés d'insertion sur le marché du travail et de la faiblesse des revenus d'activités perçus avant redistribution. Toutefois, plus qu'ailleurs, en Hauts-de-France, la perception des prestations sociales et les impôts atténuent sensiblement les inégalités de revenus.

Les difficultés d'accès à l'emploi sont elles-mêmes liées à des niveaux de diplômes plus faibles et à des situations d'illettrisme plus présentes, malgré la présence d'un appareil de formation supérieur très développé et attractif. Le retard de formation par rapport à la moyenne de France de province ne s'est pas résorbé en quinze ans. Il s'est même creusé en ce qui concerne les diplômés du supérieur long, notamment parce que les universités régionales accueillent moins d'étudiants en doctorat. Dans le même temps, la part des non diplômés reste particulièrement élevée dans les territoires les moins urbanisés du versant picard ainsi que dans les espaces du bassin minier et du littoral.

Le diplôme conditionnant en partie l'accès à l'emploi, la région est ainsi celle qui connaît le niveau de chômage le plus élevé en France métropolitaine et également celle dans laquelle l'insertion des jeunes est la plus difficile : 28 % des 18-25 ans ne sont ni en formation, ni en emploi, soit six points de plus qu'en moyenne de France de province. Ces difficultés sont d'autant plus prégnantes que la région est celle qui compte le plus de jeunes.

### UN TISSU ÉCONOMIQUE RÉGIONAL QUI POURSUIT SA TRANSFORMATION

Comme dans les autres régions françaises, l'économie des Hauts-de-France poursuit sa mutation avec une perte de vitesse de l'industrie et un développement constant du secteur tertiaire. En 2014, le tertiaire représente ainsi les trois quarts de la richesse créée dans la région, l'industrie 17 %, soit deux fois moins qu'en 1990. Grâce à la présence de nombreux sièges sociaux notamment dans le commerce, la région des Hauts-de-France est celle en France de province qui rayonne le plus au-delà de son périmètre. Simultanément, sa forte dépendance aux entreprises dont le siège social est situé hors de France traduit une certaine attractivité du territoire pour les investissements étrangers. Cependant, la structure d'activité régionale moins orientée vers les activités à forte valeur ajoutée notamment de recherche et de développement explique en partie la moindre contribution des Hauts-de-France à la création de richesse au niveau national.

Pour accroître son attractivité, bénéfique à son développement économique, la région doit miser sur l'essor de nouvelles filières innovantes notamment celles en lien avec la 3e révolution industrielle, mais aussi sur la valorisation des ressources et des savoir-faire régionaux. Ainsi, des secteurs industriels sont toujours très présents dans la région. En particulier, la fabrication de matériels de transport, d'équipements automobiles et l'industrie automobile figurent parmi les fleurons de l'industrie régionale. La région est aussi leader dans la construction ferroviaire, la métallurgie, la fabrication de produits métalliques et le secteur de l'industrie chimique. Par la présence d'activités agricoles, très spécialisées, les Hauts-de-France se situent en 4e place pour le nombre de salariés dans l'agroalimentaire.

Dans le tertiaire, la région se distingue par une surreprésentation des activités liées à la santé humaine et à l'enseignement et une sous-représentation d'emplois métropolitains supérieurs. Les services à haute valeur ajoutée et les activités numériques, qui réclament des niveaux de qualification élevés, quoique qu'en forte augmentation ces dernières années ne se concentrent que sur la métropole Lilloise.

La position géographique privilégiée des Hauts-de-France est aussi propice au développement des activités logistiques, en particulier dans le stockage-entrepôt, le transport routier par fret et le conditionnement. L'ambition régionale sera d'affirmer la position de hub logistique par l'augmentation de la part modale du ferroviaire et du fluvial dans le transport de marchandises. Par ailleurs, la réalisation prochaine du Canal Seine-Nord-Europe constitue une opportunité répondant par ailleurs aux enjeux de développement durable, industriel, du tourisme, des mobilités alternatives et inter territoires.

La façade maritime génère également des activités diversifiées (tourisme, produits de la mer, transport maritime, production d'énergies), portées par les trois ports de la région (Boulogne sur mer, 1er port de pêche français, Calais, 1er port d'Europe continentale de voyageurs et Dunkerque, 3e port français pour le transport de marchandises) qui exercent un effet d'entraînement sur les territoires situés à l'intérieur des terres.